



# LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

*Philippe Meyer*

(ISSN 2608-984X)

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°156 (30 AOÛT 2020)

LES PRATIQUES CULTURELLES DES FRANÇAIS

---

# THÉMATIQUE : PRATIQUES CULTURELLES, POLITIQUE CULTURELLE ... AVEC LOUP WOLFF

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

Loup Wolff, vous avez dirigé pour le ministère de la Culture avec Philippe Lombardo la dernière en date des enquêtes sur les pratiques culturelles des Français. La première remonte à 1973, ce qui donne la possibilité de distinguer les dynamiques à l'œuvre. Votre étude a été réalisée auprès de 9 200 personnes âgées de 15 ans et plus, entre février 2018 et mars 2019. Vous constatez que notre société est de plus en plus culturelle. De nouvelles manières de créer, d'apprécier et de « consommer » la culture s'y développent. Les domaines autrefois réservés aux milieux aisés et diplômés comme la musique ou le cinéma se sont démocratisés pour attirer au quotidien des publics larges, de milieux sociaux, de lieux et d'âges divers. Toutefois, bien davantage que les politiques publiques, c'est l'essor du numérique qui a fait l'essentiel de cette démocratisation, comme il a fait l'essentiel de la réduction des inégalités territoriales. C'est aussi l'essor du numérique qui a fait se développer de nouveaux produits culturels comme le jeu vidéo et c'est lui qui a permis à certains artistes – les rappeurs, par exemple, ou les standuiseurs - de contourner les réseaux de diffusion et de distribution et de trouver leur public, le plus souvent un public jeune et de tous les milieux sociaux, tant urbains que ruraux.

Ce fort appétit culturel se satisfait pourtant aux dépens de la culture patrimoniale, marginalisée par ces mêmes jeunes. Sa consommation ne participe plus de leur statut social, ils lisent moins, écoutent moins de musique classique, vont moins au théâtre et se détournent des formes de productions moins accessibles et plus exigeantes. Dans les années 1970, un effet de bascule générationnelle à partir duquel les usages classiques des baby-boomers ne sont

plus repris par les générations suivantes, participe de cette conversion à la culture numérique. L'intérêt constant et croissant des jeunes pour le « tout numérique », pose la question de l'avenir de la culture patrimoniale. Son public, plus aisé et diplômé, plus féminin que masculin, est vieillissant. Ces pratiques nouvelles semblent également se substituer à l'écoute de la radio, à l'usage de la télévision et aux pratiques de sortie. Enfin, les pratiques en amateur s'essouffent. Pour ne prendre que l'exemple du théâtre, seuls 1% des sondés déclarent pratiquer le théâtre en amateurs. Quant aux sorties au théâtre, les trois quarts des 25-39 ans ne s'y sont adonnés que pour aller voir un one-man-show, un spectacle d'improvisation ou de café-théâtre.

Si les politiques culturelles ont longtemps pris ces changements à contre-courant pour réorienter les publics vers la culture classique, elles constatent aujourd'hui leurs limites, voire leur échec. Depuis mars, la fermeture des lieux de culture en extérieur a accéléré ce mouvement de transition vers une consommation culturelle de plus en plus numérique. Elle a forcé la production de contenus comme les concerts et les expositions à être compatibles à une diffusion sur la toile, et les normes sanitaires restreignent les formes de créations collectives. S'il est urgent de répondre à la crise économique immédiate du secteur de la culture traditionnelle, la mise en danger de la diversité des expressions par l'omniprésence des acteurs privés multinationaux doit également préoccuper. Leur recherche de profit les amène à avoir une approche uniquement numérique de la qualité des productions, qui contredit la légitimation institutionnelle des arts et appelle à la redéfinition de ses critères. Enfin, ces deux univers culturels du numérique et du patrimonial s'ignorent et lorsque les institutions culturelles traditionnelles se lancent dans le numérique, elles attirent le même public que celui qui les fréquente déjà. L'État doit-il continuer à concentrer ses efforts vers la culture patrimoniale ou bien épouser la dynamique de numérisation de la culture chez les publics jeunes ? Quels objectifs alors que l'appréciation des œuvres correspond à leur degré de popularité dans le monde numérique tandis

que la qualité prime dans l'univers classique ? Comment travailler avec ou concurrencer le secteur privé qui occupe une place de plus en plus grande dans le milieu culturel ?

### **Loup Wolff :**

Votre présentation est très fidèle au texte de notre enquête, dont je signale qu'il est publié et disponible pour le débat public. Je confirme les constats que vous tirez, ils résultent d'observations poussées. Le premier d'entre eux est la dimension très générationnelle des pratiques culturelles en France. Chaque génération a ses pratiques culturelles propres, et cela nous oblige à réinterroger nos propositions culturelles, ainsi que notre façon de les présenter aux publics. Ce que montre cette étude, c'est l'importance de deux générations : celle des baby-boomers d'abord. Leurs pratiques culturelles ont à bien des égards été plus développées que celles de toutes les autres générations (antérieures ou postérieures), avec cette spécificité d'un goût prononcé pour la culture classique, patrimoniale : lecture, musique classique, musées, etc. C'est une génération démographiquement nombreuse, elle a donc fourni un important public aux institutions culturelles pendant longtemps (et sans doute pour encore longtemps), et elle a aussi été déterminante dans la conception des politiques publiques culturelles. Elle a donc fortement contribué à structurer l'espace culturel. On peut lui opposer les générations les plus récentes, dont le rapport à la culture est très différent. C'est une opposition qui peut sembler un peu dure, mais en réalité tout s'est fait progressivement. Du point de vue de l'intensité, les jeunes générations ont des pratiques de consommation culturelles élevées, et très diversifiées. En revanche, le rapport à la culture patrimoniale est nettement plus distant. Cela se manifeste notamment dans la baisse très forte de la lecture, de la fréquentation de concerts classiques ou des lieux patrimoniaux. Quant au théâtre, les chiffres semblent plus positifs, mais il convient de noter que les fréquentations sont très axées sur des formes plus populaires (stand-up, humour) plutôt que sur le théâtre de création ou de répertoire.

**Philippe Meyer :**

A ce propos, n'est-il pas juste de dire que quand ces gens vont au théâtre voir leur humoriste favori(e), ce n'est au fond que pour voir en chair et en os ce qu'ils ont déjà connu par le numérique ?

**Loup Wolff :**

Le numérique est effectivement une pratique très importante et très transversale pour tous ces jeunes, et on peut tout à fait faire l'hypothèse que vous faites, d'une congruence entre les pratiques numériques et théâtrales.

Mais je voudrais attirer votre attention sur une autre hypothèse : celle d'un changement profond, anthropologique, de notre rapport à la culture. La génération du baby-boom a construit ses pratiques culturelles à un moment où l'on reconsidérait l'histoire culturelle européenne et mondiale, universelle et humaniste, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il était très important d'installer des repères historiques et de les légitimer.

Ce qui me semble manifeste dans les générations d'aujourd'hui, ce n'est pas tant le fait qu'ils se détournent de la dimension patrimoniale, c'est plutôt la revendication qu'il faut rediscuter ce qui fait patrimoine. C'est le rôle des institutions qui est remis en cause dans la construction de ce patrimoine.

Les jeunes générations participent, y compris à la fréquentation des lieux culturels, les chiffres en attestent. La demande, ou le besoin est là, mais on risque le divorce avec des institutions qui fabriquent leur identité ou leur programmation autour d'un patrimoine qui paraît moins légitime ou pertinent à ces jeunes, car il semble figé. Ce n'est cependant pas le cas de toutes les institutions, certaines questionnent leurs pratiques, et travaillent l'expérience culturelle en y mêlant divertissement, questionnement politique et social, etc.

C'est pour cela que dans les résultats de cette enquête, nous avons essayé de tenir un discours « à deux faces ». D'une part, en rendant compte de l'extension du champ de la culture et de ses pratiques en France, mais d'autre part en

attirant également l'attention sur le fait qu'une partie de la population (notamment les jeunes) est en train de se détourner de ce qui est proposé dans le champ culturel.

**David Djaïz :**

Je voudrais d'abord tirer un coup de chapeau sur cette enquête à propos des pratiques culturelles, qui est une marque de l'excellence statistique française, et un document assez rare, que beaucoup de pays nous envient. Il est à mon avis si précieux précisément parce qu'il est reconduit régulièrement, et que nous avons désormais un plan de coupe assez large, sur une longue période.

J'ai toujours trouvé absurde et dangereuse la volonté de hiérarchiser les pratiques culturelles, qu'on entend ça et là dans le paysage politique et social.

Par la « bonne » culture, on n'entend rien d'autre que la culture des élites, au fond. Cette forme d'effondrement générationnel de certaines pratiques m'interpelle cependant. Ainsi la lecture régresse fortement, au profit de pratiques délinéarisées, granulaires, décontextualisées parfois. On consomme de la vidéo, des capsules, de la bande passante.

Et même si la hiérarchisation des pratiques me répugne, je me demande pourtant si l'imaginaire collectif ne se forge pas dans un dialogue de longue haleine, dans des pratiques ou des formes culturelles plutôt complexes, au premier rang desquelles on trouve la lecture (sous toutes ses formes, de la littérature à la presse) ou le cinéma. Il me semble qu'il y a un lien très fort entre les pratiques de langues, de lecture et la vivacité d'une communauté politique.

C'est pourquoi j'aimerais vous poser la question suivante. Les pratiques culturelles émergentes dans la jeune génération, qui se substituent à celles plus traditionnelles des baby-boomers, sont-elles encore capables de soutenir la conversation publique et l'amitié civique dont nous avons besoin pour maintenir le lien politique ? Et si ce n'est pas le cas, comment conserver ce rapport à la langue, à l'imaginaire et à la lecture, ce nouvel Atlantide en train d'être englouti ?

**Loup Wolff :**

Pour répondre à votre question, je dois d'abord concéder qu'il manque quelque chose à notre étude. Quand on dit que les pratiques de lecture baissent, il s'agit de la lecture de livres (physiques ou numériques), mais cela ne nous dit pas grand chose des autres formats. Pas plus que cela ne nous dit de quels livres il s'agit, quel type de littérature etc. Il faudrait une étude beaucoup plus approfondie pour mieux qualifier ce domaine précis. En réalité, nous lisons tous beaucoup. Mais c'est ce qu'on lit qui change, et il m'est difficile de vous répondre précisément comment et vers quoi.

Je pense qu'au fond, l'enjeu est celui que vous avez posé : la construction d'un imaginaire commun. La littérature est un moyen ancien, puissant et éprouvé pour faire cela. Ces nouveaux formats de lecture, notamment numériques, auront-ils la même fonction et le même pouvoir d'enrichissement de l'imaginaire ou bien vont-ils au contraire l'affaiblir ? Cette question est double en réalité. D'abord, on peut se demander si par nature, les formats numériques conduisent à un appauvrissement par rapport aux formats traditionnels, et ensuite, si les espaces numériques nous fournissent une forme d'accès équitable et diversifié à des contenus (qu'ils soient écrits ou audio, vidéo, etc.). Sur cette deuxième question, on commence à avoir des réponses, et à prendre la mesure des risques qu'on court à laisser le champ libre aux industries du numérique. Là-dessus, la question du rôle que doit jouer la puissance publique paraît très pressante. Sans quoi la diversité des productions culturelles se réduira comme peau de chagrin. Car malgré la promesse initiale de l'ouverture infinie des contenus, on constate que leur logique conduit au contraire à une fermeture.

Je ne sais pas répondre entièrement à votre question, je ne saurais dire si par nature le numérique est par nature un obstacle à la qualité de ce qui peut être partagé. En revanche, nous avons des éléments concrets pour penser que la puissance publique a un rôle à jouer, et faire en sorte que les espaces

numériques aillent dans le sens de l'intérêt général.

**Lionel Zinsou :**

Je salue moi aussi la qualité de l'étude, sa richesse et sa profondeur diachronique. C'est réellement passionnant. Je voudrais en revanche dissiper le ton nostalgique qu'on a pu ressentir dans les propos de mes camarades. L'étude parle d'un public vieillissant pour un certain nombre de pratiques culturelles, mais cela ne me paraît pas très inquiétant, c'est même tout à fait logique puisque c'est la population qui vieillit, on ne peut pas dissocier la pratique culturelle de l'évolution sociale. Les baby-boomers ont encore de beaux jours devant eux, leurs enfants vivront encore plus longtemps qu'eux, et la jeune génération qui naît en 2020 a une espérance de vie qui dépasse les 100 ans, il est donc tout à fait normal que les publics vieillissent.

Il y a également une évolution des revenus. Aujourd'hui en France, les revenus des retraités et des inactifs sont supérieurs aux revenus des actifs. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les séniors sont passés d'une situation de grande pauvreté à des revenus beaucoup plus confortables. Or, tout n'est pas gratuit dans la culture (même si dans ce domaine, c'est sensiblement moins cher en France qu'ailleurs), il est donc normal que les pratiques culturelles payantes soient davantage celles des gens plus âgés, puisque qu'ils peuvent se les payer plus souvent, sans compter que les retraités ont davantage de temps. L'étude présente une classification socioprofessionnelle : elle sépare les cadres des ouvriers et des employés. Mais des ouvriers, il n'y en a presque plus, tandis qu'il y a de plus en plus de cadres. Donc évitons de dissocier la société de son économie quand on regarde les pratiques culturelles.

Ma deuxième remarque concerne la lecture. L'étude distingue ce qui est imprimé de ce qui est digital. Mais tout cela reste de l'écrit. Alors on peut avoir la nostalgie du support matériel, mais il n'en reste pas moins qu'on lit de plus en plus. Il y a peut-être un problème qualitatif quant à ce qui est lu, mais on lit davantage. Notre

société n'est pas de moins en moins tournée vers l'écrit, bien au contraire. On n'a effectivement pas de mesure sur les romans, la poésie ou le théâtre, en revanche on sait ce qu'il en est avec la presse : elle n'a jamais été autant lue. Elle n'a jamais été si peu achetée non plus, et cela crée des disruptions majeures, c'est tout le modèle économique qui change, mais les journaux sont lus. Je sais par exemple que *Libération* n'a jamais eu autant de lecteurs. Les ventes s'effondrent, certes, mais les lecteurs sont là.

Il y a une mondialisation de la culture, et les GAFAM en sont en effet des acteurs majeurs. Toutes les générations sont exposées à des productions à la fois plus locales et plus globales. Mais c'est une tendance que l'on retrouve dans tous les secteurs économiques. Qu'il s'agisse de séries télévisées ou du lancement du dernier *Fortnite*, ces pratiques concernent la planète entière. Mais « l'ultra-local » se développe également, comme en France de nombreux festivals par exemple. L'offre culturelle à laquelle tout un chacun a accès s'est considérablement élargie, qu'il s'agisse de la culture mondiale ou des cultures locales. Il ne s'agit donc pas d'un déclin mais d'un changement.

Mais si l'on met un instant de côté l'offre culturelle, j'aimerais savoir si les politiques culturelles se préoccupent de la demande. Je suis frappé par le fait que l'étude montre que les gens restent fidèles aux choix de leur enfance, de la période de l'école : les gens qui ont 15 ans aujourd'hui auront sans doute les mêmes pratiques culturelles quand ils en auront 45. Selon vous, faisons-nous suffisamment de synergies avec l'éducation nationale ? De sorties scolaires ? Les musées s'intéressent-ils suffisamment au jeune public ?

**Philippe Meyer :**

Il y a eu un moment où Catherine Tasca et Jack Lang étaient tous deux au gouvernement (respectivement à la Culture et à l'Education Nationale) et ont concentré leurs efforts pour développer l'éducation culturelle à l'école. Est-ce qu'à ce moment là vous avez observé un effet sur la demande ?

**Loup Wolff :**

Je suis d'accord sur le fait qu'il faut prendre garde à la nostalgie, notamment dans les constats de vieillissement des publics. Il y a non seulement le vieillissement de la population que vous avez évoqué, mais il y a aussi autre chose. On le constate par exemple avec le cinéma, où la fréquentation est restée stable, et très élevée chez les jeunes, mais où la dynamique de fréquentation des salles, en termes de taux de croissance, est portée par les plus de 40 ans, et encore davantage par les plus de 60. Cela traduit une forme de réussite des politiques de conquête de nouveaux publics, avec des investissements pour l'accessibilité, plus de salles sur tout le territoire, etc. Davantage de gens âgés vont au cinéma, par conséquent l'âge moyen du spectateur augmente, mais ce n'est pas le signe d'un problème structurel. Il faudrait parler de problèmes de vieillissement s'il y avait à la fois plus de vieux et moins de jeunes, mais ce n'est pas le cas pour le cinéma. Ça l'est pour la lecture et la musique classique, en revanche.

A propos de la demande, ensuite. C'est désormais une thématique ancienne du ministère que de soutenir la demande avec ce qu'on appelle l'éducation artistique et culturelle. C'est un pilier très important des programmes politiques du ministère, mais aussi des collectivités territoriales, depuis plusieurs décennies. Cet enjeu est toujours très affirmé et mis en avant. Les efforts existent, beaucoup d'initiatives le prouvent, mais cela n'efface pas le fait que d'un point de vue économique, si vous regardez les budgets, la majorité d'entre eux sont mobilisés pour le financement et le maintien des structures. Cette disproportion financière est l'une des grandes problématiques des politiques culturelles.

Quels effets cette éducation artistique et culturelle ont-ils eu sur la population ? C'est là aussi une vieille question, à laquelle malheureusement je peinerai aussi à répondre, car nous manquons d'instruments de mesure. Une évaluation sérieuse consisterait à comparer des cohortes bénéficiant de cette éducation par

rapport à d'autres n'en bénéficiant pas, pour mesurer le différentiel. Sans ce comparatif, on n'est plus capables de mesurer les effets spécifiques de la politique publique, on voit seulement le résultat. On en est là aujourd'hui. Le taux de fréquentation des sites patrimoniaux, des cinémas, des théâtres reste élevé. Il semble donc que sur la période longue, ces politiques ont réussi à maintenir cette présence, sans qu'on puisse véritablement dire à quel point elles en sont responsables, par rapport à d'autres facteurs. La preuve reste à faire.

### **David Djaïz :**

Si j'essaie de résumer à ma manière les quelques grands enseignements de cette étude, j'y verrai d'abord une inflation nominale des contenus. Comme en économie, il faut différencier dans l'inflation la valeur nominale et la valeur réelle. Ici, il y a une captation de la valeur par un petit nombre d'acteurs, notamment les grandes plateformes américaines, au détriment des créateurs. Autrement dit, les contenus augmentent et se diversifient, mais le partage de leur valeur est problématique.

Ensuite, je retiendrai une diversification et une individualisation accrues des pratiques culturelles, qui tranchent avec les pratiques plus homogènes des baby-boomers.

Enfin, une plus grande segmentation de ces pratiques. Cela m'a fait penser au travail de radioscopie de la société française qu'a fait Jérôme Fourquet dans *L'Archipel Français*. Certains ont voulu voir dans le travail de Fourquet une critique de la société française, qui serait de plus en plus affaiblie. Je crois pour ma part que ce n'est pas du tout ce qu'il montre ; il décrit au contraire une société d'une grande vitalité, mais qui a en contrepartie une forme d'archipelisation entre groupes sociaux, territoires, etc.

Je voudrais donc vous demander comment, selon vous, il est possible de faire encore société avec une telle diversité de pratiques ? Quel dénominateur commun reconstruire ensemble, sans briser la liberté individuelle des pratiques

culturelles ? Quelle politique imaginer, à partir du constat d'échec pointé dans votre étude (à savoir que l'élargissement de l'offre ne s'est pas accompagnée d'un élargissement de la demande) ?

Je suis très lié à ma ville natale d'Agen. Il se trouve que l'année dernière, la municipalité et le musée y ont organisé une exposition autour du peintre Goya. Cette dernière était très pointue sur le plan scientifique, puisqu'il s'agissait de réfléchir sur les attributions et désattributions de toiles, etc. Il n'empêche que malgré cette exigence, l'exposition a été un véritable succès populaire, attirant presque 20 000 personnes, soit l'équivalent de la fréquentation annuelle du musée.

On voit donc que l'appétence est là. Dès lors, comment mieux outiller les collectivités territoriales, qui se disent parfois démunies pour monter ce genre de projets ? La politique culturelle de demain ne serait-elle pas au fond davantage une affaire d'aménagement du territoire et d'éducation nationale, que de ministère de la Culture ?

### **Loup Wolff :**

Sur le problème du partage de la valeur, je serai rapide, car il me paraît tout à fait clair, pourvu qu'on accepte de le regarder honnêtement. C'est l'un des grands enjeux que nous devons traiter aujourd'hui, car effectivement la valeur est largement captée par quelques grands acteurs, et le risque pour les créateurs est très réel, et pressant. Il y a quelque chose à inventer, on voit que les outils sont difficiles à trouver, que les politiques sont longues à se mettre en place, en revanche le problème me paraît bien identifié.

Concernant la segmentation des pratiques et « l'archipelisation », l'enquête montre effectivement ce risque. Mais il est un peu paradoxal, car nous sommes à un moment de l'Histoire où les pratiques n'ont jamais été aussi convergentes. Le numérique et ses outils ont été adoptés par quasiment tout le monde désormais et pourtant, ces nouvelles formes semblent éloigner les pratiques les unes des

autres, et fabriquer cet archipel.

« Comment faire société dans ces conditions ? », demandiez-vous. Je n'ai pas toute la réponse mais je pense qu'une partie se trouve dans les revendications et les discussions autour de ce qui fait patrimoine. Il y a une demande sociale forte de revoir ce que sont les grands repères de notre civilisation, de les reconsidérer à la lumière des enjeux qui sont posés aujourd'hui : le genre, l'origine sociale et ethnique, l'environnement, etc. Tous ces enjeux, que les jeunes générations s'approprient, nous obligent à réévaluer les repères posés dans le passé. On le voit concrètement dans les politiques territoriales, de plus en plus tentées par des outils de participation citoyenne, de concertation, etc. Il y a en ce moment une recherche d'instruments qui permettraient de structurer ce débat et le rendre fructueux. De reconstruire un récit intelligible et partagé par tous. A mon avis, nous sommes encore à un niveau de maturité assez faible sur ces questions, il est pour le moment difficile de tenir sérieusement ces débats, et la tentation est toujours là, un peu caricaturale, des consultations numériques qui n'aboutissent pas réellement aux objectifs visés.

### **Lionel Zinsou :**

Sur la stimulation de la demande et la façon de faire davantage société, un témoignage bref. Mon épouse était professeur de lettres dans un collège de Trappes, qui n'est pas l'environnement le plus simple. Elle emmène ses élèves à la Comédie Française. Ils n'ont pas l'habitude d'aller au théâtre, de ne pas parler (ou crier) pendant la représentation, de ne pas traiter les acteurs de bouffons quand ça ne leur plaît pas, bref la soirée pose de sérieux problèmes.

Plus tard, elle fait jouer Phèdre à sa classe de 3ème. Elle retourne ensuite au Français voir Phèdre, et cette fois les élèves sont sages comme des images, passionnés. Ils vont en fait voir des collègues, qui ont travaillé différemment, mais auxquels ils peuvent à présent s'identifier. Ils se sont appropriés cet élément de patrimoine très marqué socialement, car ils sont devenus des acteurs eux-

mêmes, et tout leur rapport à l'œuvre en est changé.

C'est pourquoi ce qui m'inquiète un peu, c'est qu'il n'y a toujours que 1% des gens qui pratiquent le théâtre en amateurs selon cette étude, mais il me semble que si l'on interroge par exemple les élèves de Trappes, ils ne répondront pas qu'ils en font, et pourtant, ces quelques semaines ont radicalement changé leurs pratiques culturelles dans ce domaine.

Ce bref témoignage n'est pas isolé. Il est très important d'amener des gens dans des situations difficiles vers quelque chose qui pourra être une source d'épanouissement.

Sur la société, on a beau dire que la culture patrimoniale régresse, mais chaque mois de septembre (peut-être pas cette année, nous verrons), 14 millions de gens vont visiter les monuments lors des journées européennes du patrimoine. La demande populaire existe, cela se ressent dans des moments comme celui-là, ou avec ce loto du patrimoine, qui connaît lui aussi un grand succès.

Ne faudrait-il pas faire rentrer dans le champ de ce que vous analysez des choses comme les jeux vidéo, dont les gros titres rassemblent des centaines de millions de joueurs sur la planète ? N'est-ce pas une forme nouvelle de pratique culturelle ? Dans le domaine du spectacle vivant, les choses comme les parcs à thème concernent le secteur culturel (25% des effectifs d'EuroDisney sont des intermittents du spectacle). Ces sujets ne sont-ils pas une nouvelle forme de créativité en matière culturelle ?

### **Loup Wolff :**

Je partage votre inquiétude à propos de ce que révèle l'étude en matière de pratiques en amateur, et il est d'ailleurs frappant de voir à quel point le numérique n'a pas bénéficié à ces pratiques, alors qu'il a poussé presque tout le reste. Ces pratiques en amateur sont très importantes, très structurantes pour faire le pont entre des populations et des lieux pouvant être jugés intimidants. Si elles régressent, on a donc un problème sérieux.

Je reviens ici à la question de David Djaïz : les politiques culturelles ont une spécificité. La culture n'est pas qu'une question d'éducation, c'est avant tout une affaire d'expérience. Celle-ci peut avoir lieu dans un cadre éducatif (comme les élèves avec Phèdre), mais pas seulement. C'est pourquoi l'éducation nationale ne devrait pas être le seul cadre offrant des possibilités d'ouverture.

La question de la diminution des pratiques en amateur devrait sans doute être corrélée à l'affaiblissement du tissu associatif en France et des réseaux d'éducation populaire, qui ont disparu alors qu'ils étaient très structurants (et n'ont pas eu de remplaçant).

Sur le patrimoine qui « régresse », il me faut sans doute être prudent quant à la façon dont je formule mes constats, car je partage votre analyse. Il vaudrait mieux dire qu'un certain type de rapport au patrimoine est en train de se transformer. Le patrimoine décidé par les puissances institutionnelles perd de son pouvoir d'imposition, et ce sont d'autres logiques qui construisent d'autres formes de patrimoine aujourd'hui. Mais je pense que le patrimoine est un sujet qui intéresse et passionne nos concitoyens, tous les signes que vous avez cité en attestent.

Par exemple, la série de jeux vidéo *Assassin's Creed* a construit son (énorme) succès sur une dimension patrimoniale, puisque le joueur y explore des villes, des époques et des intrigues historiques (le Paris de la Révolution Française, la Florence de la Renaissance, l'Égypte de Cléopâtre, etc.). Les joueurs font ainsi du « tourisme historique », et ils se comptent en millions.

Dans notre étude, les jeux vidéo sont inclus, et ils entrent dans le champ des politiques publiques suivies par le ministère de la Culture. En revanche, une autre enquête sur les représentations de la société française en termes de culture a montré il y a deux ans qu'ils ne sont pas considérés comme culturels par la population, y compris par les joueurs eux-mêmes. Même chose pour le parc à thème, qui pour le coup, n'est pas couvert par notre enquête, même si celle-ci contient des éléments qui permettraient de creuser ces questions. Cela fait partie

des perspectives que nous soutenons en ce moment pour des exploitations complémentaires. Ces parcs sont de gros employeurs d'intermittents, et ils construisent en effet des spectacles, il faudrait donc pouvoir considérer pleinement leur rôle dans l'offre culturelle.

**Philippe Meyer :**

J'ai annoncé à une amie que nous allions faire cette émission, et elle m'a demandé ce que j'avais tiré de ma lecture du rapport. Je lui ai répondu que nous sommes passés du catholicisme au protestantisme. C'est à dire d'une situation où, entre la Culture et nous, il y avait des intermédiaires, se livrant à des cérémonies diverses, qui rassemblaient tout le monde, comme autrefois entre Dieu et nous dans la religion catholique. Nous sommes à présent passés au protestantisme, dans la mesure où désormais, chacun dit « moi, j'ai mon rapport direct avec la Culture, et c'est même moi qui nomme ce qui est Culture ». Cette comparaison à gros traits vous paraît-elle avoir un sens ?

**Loup Wolff :**

Je n'y avais jamais pensé en ces termes, mais j'aime beaucoup cette idée. C'est une façon efficace de poser les enjeux d'aujourd'hui. A ceci près que ce rapport direct qui est revendiqué aujourd'hui a quelque chose de faux, car les intermédiaires n'ont pas disparu, ils ont changé. Ils prennent de plus en plus la forme des industries numériques. Je ne sais d'ailleurs pas à quel point elles maîtrisent elles-mêmes le rôle qu'elles jouent dans cette intermédiation, mais en tous cas elles le jouent, c'est certain. Cela pose la question de l'importance des politiques publiques et des institutions, qui doivent relégitimer leur rôle d'intermédiaire, et prouver à une population qui en doute l'ouverture qu'elles permettent, et la protection de la diversité des expressions.